

BRÉSIL - Lettre ouverte contre la réélection de Bolsonaro

dimanche 18 septembre 2022, mis en ligne par [Pedro Picho](#)

6 septembre 2022 - *450 prêtres catholiques prennent position contre la réélection de Bolsonaro « qui fomentent la haine dans la population ».*

« Un vrai disciple de Jésus ne peut pas réélire un homme qui, par ses paroles et ses actes, s'avère être le contraire de tout ce que Jésus est et proclame ». Telle est la conclusion de la lettre signée par le groupe *Padres da Caminhada et Padres Contra o Fascismo* (Prêtres en chemin et Prêtres contre le fascisme), composé de 450 religieux catholiques (prêtres et évêques), de différents diocèses brésiliens.

Ils mettent en garde contre la réélection de l'actuel président de la République. La diffusion de cette lettre a commencé ce week-end par des prêtres de divers diocèses, instituts de vie consacrée, ordres et congrégations religieuses dans tout le Brésil. Ce groupe a été formé en 2018 lorsque, précisent-ils, ils ont commencé de voir les menaces sur la démocratie dans le pays.

Dans le document, les religieux listent dix points à prendre en compte car ils sont « clairement » opposés à la réélection du président Jair Bolsonaro en octobre prochain.

L'utilisation en vain du nom de Dieu

Le premier point dénonce l'utilisation du nom de Dieu pour manipuler le peuple brésilien. Pour ces prêtres, son discours « n'est qu'une stratégie de contrôle des consciences » et Bolsonaro agit de manière totalement « opposée à l'Évangile de Jésus ».

Le discours de haine n'est pas un discours chrétien

Ensuite, ils soulignent que Bolsonaro fomentent la haine dans la population, tient un discours violent, encourage le port d'armes et montre « du mépris pour les pauvres, pour les femmes, les communautés traditionnelles indigènes ou quilombolas, les sans-abri, la communauté LGBTQIA+, les migrants » entre autres groupes de la société.

Les fakes News, l'autre nom du mensonge

Cela est manifeste dans l'utilisation de fausses nouvelles, la mauvaise gestion des soins durant la pandémie, le retour du pays sur la carte de la faim, le démantèlement des politiques de défense de l'environnement et ce qu'ils appellent des « signes clairs d'autoritarisme et de fascisme ».

Les prêtres dénoncent la corruption et l'hypocrisie

Les Prêtres en chemin et contre le fascisme rappellent encore que Bolsonaro a été élu avec un discours anti-corruption, mais montre des signes clairs qu'il « vit terré et camoufle tous les scandales de corruption qui l'impliquent lui et sa famille ».

À suivre le texte intégral de la Lettre ouverte :

7 septembre 2022 - *Des prêtres mettent en garde contre la réélection de l'actuel président de la*

République.

Nous sommes, encore une fois, en période électorale. En 2018, la population, trompée par les fakes news, découragée par les crises économiques, les scandales de corruption et excitée par les discours de haine, a fini par élire Jair Messias Bolsonaro à la présidence de la République. Catastrophe annoncée ! Aujourd'hui, à quatre ans de cette échéance, nous sommes conscients de notre devoir de pasteurs du peuple de Dieu, aussi nous voulons mettre en garde contre le risque de répéter la même erreur qui pourrait plonger le Brésil dans une crise humaine très profonde. Dès lors, nous listons dix motifs pour lesquels, clairement, nous nous opposons en conscience à la réélection de l'actuel Président de la République.

1 - L'utilisation du nom de Dieu

Le président actuel a toujours manipulé le sentiment religieux de la population brésilienne, en essayant de la convaincre qu'il est lui-même chrétien et religieux, par conséquent, digne et bon. C'est simplement une stratégie pour contrôler les consciences, puisque tous ses discours et toutes ses actions sont en totale opposition à l'Évangile de Jésus.

2 - Un discours de haine

Le président actuel instille dans la population la haine de ceux qu'il considère comme des ennemis de son pays, même s'il s'agit d'ennemis imaginaires tels que les « communistes ». Il tient toujours un discours lié à la violence, l'appel aux armes, la domination de la majorité et la soumission des minorités, sur un ton d'agressivité et de mépris envers les pauvres, les femmes, les communautés traditionnelles indigènes et quilombolas, les sans-abri, la communauté LGBTQIA+, les migrants, etc.

3 - L'utilisation de fakes news

L'élection de 2018 a été perturbée par des fakes news alarmistes, faisant paniquer la population la plus simple et la plus vulnérable. De fausses nouvelles ont circulé à travers les groupes WhatsApp et autres réseaux sociaux, désinformant et manipulant l'opinion. Durant toute son administration, les fausses nouvelles et les calomnies ont déferlé et le Président a menti de façon compulsive à la télévision et à l'occasion de ses diverses déclarations.

4 - La mauvaise gestion de la pandémie de COVID-19

Le gouvernement actuel, dirigé par le président Bolsonaro, a géré la pandémie de COVID-19 de manière désastreuse et inhumaine. Le président a encouragé l'utilisation de médicaments démontrés inefficaces, retardé délibérément l'achat de vaccins, créé des difficultés pour la mise en place d'une politique de distanciation sociale, limogé plusieurs ministres de la Santé qui contredisaient ses idées puériles et - c'est à peine croyable - il a osé imiter des personnes mourant d'étouffement.

5 - Le retour de la pauvreté

Le pays a été plongé dans la pauvreté et 33 millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim au Brésil. Nous qui avons quitté la carte de la faim en 2014, nous avons vu de nouveau vu l'insécurité alimentaire arriver chez nous. L'inflation empêche les gens d'acheter des aliments de base pour leur subsistance. Notre peuple meurt de faim alors que des super riches encerclent l'actuel président pour ne pas perdre leurs privilèges. Malgré cela, le président nie toujours qu'il y a des gens qui souffrent de la faim au Brésil.

6 - L'augmentation de la déforestation

Des politiques qui favorisent la déforestation illégale, l'agro-industrie irresponsable et l'exploitation minière illégale, sont silencieuses et insouciantes devant les menaces subies par les défenseurs de l'écologie et de l'Amazonie, elles encouragent l'utilisation de pesticides interdits dans d'autres parties du monde, elles piétinent les communautés indigènes, démantèlent les agences de contrôle environnemental et de protection des peuples indigènes et encouragent la destruction systématique de l'Amazonie ; ce sont autant de scandales pour le monde entier. Par ses politiques écocides, le gouvernement actuel met en péril toute le crédit de confiance du pays dans le monde et l'équilibre environnemental.

7 - Des signes clairs de corruption

Élu sur un discours anti-corruption, l'actuel Président vit en se défaussant et en étouffant tous les scandales de corruption qui l'impliquent lui et sa famille. Scandales de corruption dans l'achat de vaccins, scandales à l'Éducation nationale (MEC), ingérence dans la police fédérale, démantèlement des politiques fondamentales de transparence dans la lutte contre la corruption, achat des parlementaires via des financements occultes dénommés « budget confidentiel », transactions financières millionnaires inexplicables au bénéfice de sa famille (achat en espèces de 51 propriétés), et pour finir un décret pour imposer 100 ans de secret défense sur ses actions personnelles « car nous sommes une République ».

8 - Des attaques fréquentes contre la Cour suprême fédérale (STF)

Le président de la République a systématiquement attaqué la STF, qui, selon lui, intervient abusivement dans le gouvernement. Les phrases menaçantes contre les ministres de la STF sont publiques et diffusées sur les réseaux sociaux. La menace contre un pouvoir de la République est une atteinte à la Constitution fédérale et un danger pour l'État de droit démocratique. De plus, il entretient un discours anti-démocratique et militariste.

9 - Interrogation sur le processus électoral

Même s'il a été élu avec le système actuel utilisant des urnes électroniques, le président de la République interroge systématiquement le système électoral brésilien, affirmant qu'il y a eu et qu'il peut y avoir des fraudes. Il a même affirmé qu'il y avait des preuves de ces fraudes, preuves qu'il n'a jamais pu prouver. La TSE a déjà démontré que tout cela n'est qu'une fausse rhétorique. Ainsi, ce discours crée de la méfiance et de l'instabilité dans le système électoral brésilien.

10 - Des signes clairs d'autoritarisme et de fascisme

Pour finir, la devise du président Bolsonaro a toujours été : « Dieu au-dessus de tout, le Brésil au-dessus de tout », ce qui s'apparente à la propagande nazie « L'Allemagne au-dessus de tout », un slogan qui dénature le patriotisme en nationalisme dangereux. Dans un État laïc, la seule instance qui prime est la Constitution, elle existe pour garantir la liberté et le bien-être de tous les citoyens, quelles que soient leurs ethnies, leurs religions ou leurs classes sociales. L'État laïc n'est pas un État athée. L'État laïc est la seule garantie pour que tous les citoyens puissent vivre et célébrer librement selon leurs diverses croyances.

Au regard de ces considérations, en tant que prêtres soucieux du bien de notre population, nous nous souvenons que « Jésus est venu pour que nous ayons la vie et que nous l'ayons en abondance (Jn 10,10) ». Un disciple de Jésus, en conscience, ne peut pas réélire un homme qui, par ses paroles et ses actes, s'avère être le contraire de tout ce que Jésus est et proclame. Que Dieu nous éclaire pour être fidèle au Seigneur de la vie !

Par cette lettre ce sont plus de 450 prêtres catholiques de différents diocèses, ordres, congrégations et instituts de vie consacrée de tout le Brésil et de l'étranger, appelés Prêtres en chemin et Prêtres contre le fascisme qui s'engagent, réfléchissent et s'unissent depuis 2018 en faveur de la démocratie qui est menacée au Brésil.

Traduction française de **Pedro Picho**.

Sources (espagnol) :

<https://www.ihu.unisinos.br/621936-450-padres-se-manifestam-contra-reeleicao-de-bolsonaro>.

<https://www.ihu.unisinos.br/621939-carta-aberta-brasil-ao-7-de-setembro-de-2022-padres-alertam-contra-a-reeleicao-do-atual-president-da-republique>.